

ser l'enfant »

Il s'agit de réparer ce que l'on a nous-même abîmé en ne permettant pas à l'enfant d'être autonome au moment où il nous le demandait clairement : « Moi tout seul ! »

”

gner, il faut réparer. L'efficacité de ce que l'on appelle « l'effet maître » et que l'on dit aujourd'hui si difficile à transmettre repose à mon sens sur ce point.

Mais il faut un minimum d'outils pour avancer avec Céline Alvarez...

Le premier pas n'est pas d'acquiescer à un grand nombre, de faire un grand tri qui revêt presque un caractère initiatique : regarder tout ce qui a été accumulé depuis des années dans sa classe, réaliser une confrontation et un dialogue honnêtes avec toutes nos années de pratique et ne garder que les activités qui engagent l'enfant dans un effort cognitif soutenu et motivant. La prise de conscience est déstabilisante : on s'aperçoit qu'il n'y a pas grand-chose finalement et l'on comprend mieux pourquoi les enfants s'ennuient, se démotivent...

Et après ?

Libéré de ces accumulations matérielles, nous amorçons un long et laborieux travail qui demande rigueur et persévérance à l'adulte. Lorsque l'on invite les enfants à être autonomes du matin au soir, ils sont d'abord ravis, puis cela devient ensuite extrêmement pénible pour la plupart d'entre eux. Ils doivent aller au bout des activités qu'ils ont choisies, rester concentrés, gérer leurs impulsions... Or, ils n'ont pas les ressources cognitives pour faire tout cela. La classe devient un

sitif soient ici confondus. La formation et l'accompagnement d'enseignants ne s'improvisent pas. » (...)

Ils la soutiennent...

Plus récemment, 335 enseignants ayant suivi la formation belge se sont dits interloqués par les critiques du monde académique. Ils ont écrit une lettre ouverte pour défendre, depuis leur vision du terrain, Céline Alvarez, lettre publiée initialement sur le site Médium. En voici des extraits.

« Nous avons suivi l'accompagnement de Céline Alvarez en Belgique. Avec elle, nous avons changé notre fonctionnement de classe. Nous voulons témoigner des résultats sur les enfants et sur notre métier. Les effets sont tangibles et enthousiasmants. (...)

Pendant des années, nous avons entendu beaucoup d'experts de l'enseignement et de belles promesses, mais rien n'avait jamais atteint le terrain. Nous nous débattions seuls. L'arrivée de Céline Alvarez en Belgique a été un levier qui nous a fait démarrer et nous a montré une perspective. Elle a su nous apporter une proposition directement applicable dans nos classes et pallier le manque de moyens financiers : sait-on qu'en 2019, les enseignants continuent de dépenser leur argent personnel dans le matériel de classe ? (...)

Chaque fois que Céline Alvarez nous proposait quelque chose, elle nous ren-

véritable capharnaüm. L'adulte doit rester un ancrage pour tous et ne « rien lâcher », il faut être à côté des enfants, constamment, puis de moins en moins à mesure qu'ils deviennent davantage maîtres d'eux-mêmes. Mais ce qui est remarquable, c'est que même lors de cette période coûteuse, les enfants viennent à l'école en courant, enthousiastes, motivés. Cela en dit long sur notre nature profonde : l'esprit humain cherche à s'élever.

Céline Alvarez, c'est un succès de librairie mais aussi un lot de critiques de la part du monde académique.

Je ne fais que relayer et tenter d'appliquer sur le terrain ce que la recherche martèle depuis des années (cf. The Center on the Developing Child de Harvard). J'aide les enseignants à avoir le courage « de se lancer » dans ce changement de paradigme éducatif. Les changements dans les classes sont radicaux, cela heurte, je le comprends. Mais ils sont nécessaires. Les chiffres de l'échec scolaire et l'épuisement des enseignants sont les indicateurs forts qu'une totale remise en question est à faire. Les enfants ont de plus en plus de troubles attentionnels, de troubles comportementaux, ont de moins en moins envie d'apprendre ; les enseignants sont à bout, ils donnent tout – intelligence, cœur, temps et même une partie de leur salaire qu'ils réinvestissent dans leur classe – mais en vain. Il y a urgence.

Cet accompagnement citoyen avait pour seul objectif de tenter de répondre à cette question ensemble : OK, la recherche dit qu'il faut développer au préalable les capacités d'attention, de persévérance des enfants, etc. ; maintenant, comment fait-on avec les moyens qu'on a sur le terrain ? Faute de budgets et de conditions appropriées (j'étais moi-même bénévole toute l'année pour cette mission), nous n'avons pas pu réaliser de suivi scientifique, mais les résultats sont là, tangibles. Une tribune (voir ci-dessous) a récemment été publiée par des enseignants qui ont suivi l'accompagnement : ils invitent leurs collègues et les pédagogues sujets à des réactions épidermiques à aller constater les résultats dans leur classe.

Céline Alvarez sera en signature à la librairie Filigrane (39 avenue des Arts, 1040 Bruxelles) le mardi 1^{er} octobre de 18 à 20 h.

Encensée et critiquée

Auteure, conférencière, formatrice, linguiste... Céline Alvarez a plusieurs casquettes. Née en 1983 à Argenteuil, en France, elle se fait connaître du grand public en 2016 lorsqu'elle publie *Les lois naturelles de l'enfant*, un livre qui raconte l'expérimentation qu'elle a menée de 2011 à 2014 dans une école maternelle de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine. Pendant trois ans, elle y développe une méthode d'apprentissage inspirée de la pédagogie Montessori mais couplée aux avancées des neurosciences. C'est cette expérience qui est relatée dans son livre *Les lois naturelles de l'enfant*. D'abord encensée, elle est ensuite critiquée par des pédagogues qui lui reprochent le manque de validité scientifique et l'excès de moyens mobilisés. En 2018-2019, elle lance, à l'invitation de la ministre Schyns, un cycle de conférences qui sera suivi par 750 enseignants. Ils vont révolutionner leur classe avec les « moyens du bord ». Son nouveau livre – *Une année pour tout changer* – témoigne de cette expérience. Et tente de répondre aux critiques. E.B.



Une année pour tout changer
CÉLINE ALVAREZ
Les Arènes,
258 p., 18,90 €

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Le programme pour l'enseignement inquiète plusieurs associations

La Déclaration de politique communautaire inquiète la plateforme de lutte contre l'échec scolaire. Ses membres pointent surtout le manque d'ambition et de vision réservé au tronc commun.

CLARA VAN REETH

Un potage gratuit à l'école pour chaque enfant : cette nouveauté du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour plus d'égalité entre élèves a de quoi satisfaire la plateforme de lutte contre l'échec scolaire, bien que la mesure n'ait pas encore été chiffrée. Or c'est son flou – budgétaire mais pas seulement – que la coupole d'associations et de syndicats de l'enseignement reproche globalement à la Déclaration de politique communautaire (DPC).

Comme chaque année à l'occasion de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la plateforme a présenté son état des lieux de l'enseignement ; cette année, elle cible la DPC qu'elle juge trop peu ambitieuse au regard du Pacte d'excellence. Pour Jean-Pierre Coenen, en voulant « ménager la chèvre et le chou », la DPC a « perdu au passage l'accent progressiste qui transparaissait de la note coquelicot » rédigée par le PS et Ecolo au début de l'été. Fruit d'un « compromis à la belge », après que le MR s'est ajouté à la table des négociations, la DPC adopterait une vision « utilitariste » de l'enseignement : « Pour le gouvernement, l'école doit d'abord former des super-travailleurs qui auront pour mission de sauver Bruxelles et la Wallonie », dénonce le président de la plateforme.

Ses membres s'inquiètent notamment du peu de détails concernant la mise en œuvre du tronc commun polytechnique. Pilier central du Pacte d'excellence, le tronc commun doit non seulement être prolongé d'un an (de la deuxième à la troisième secondaire), mais également être réformé en profondeur. Sa nouvelle version prévoit des cours classiques et le renforcement des langues, mais aussi un volet polytechnique (cours d'informatique, compétences manuelles, initiation aux arts et à la créativité, etc.). Mais là où la DPC prévoit d'y aboutir « notamment en favorisant les collaborations avec les acteurs extérieurs (entreprises, centres de formation, institutions et associations culturelles, etc.) », la plateforme décèle un risque d'instrumentalisation de l'enseignement par l'économie. Et rappelle que « l'objectif des dimensions polytechniques et artistiques est moins d'orienter que d'éduquer des futurs citoyens ».

« Pas de certification avant la 3^e secondaire »

Autre grief à l'égard de la DPC : le maintien du CEB en fin de 6^e primaire et, surtout, le renforcement de son niveau d'exigence. Une mesure que la plateforme juge contraire à l'objectif du Pacte d'instaurer un meilleur continuum entre les apprentissages en primaires et secondaires. Dans cette logique, le CEB, en tant qu'« évaluation

sanction », laisserait la place à une évaluation dite formative : « Pour cela, pas besoin d'épreuve compliquée à la fin de la 6^e primaire », juge Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC enseignement. « Une seule épreuve certificative est nécessaire et indispensable : celle de fin de parcours en 3^e secondaire. »

Enfin, la nouvelle notion de « tronc commun modalisé » pour la troisième secondaire inquiète également. Celle-ci prévoit que les écoles secondaires organisant des filières qualifiantes puissent commencer à y préparer leurs élèves dès la troisième année. « Contrairement à ce que prévoyait initialement le Pacte, on ira donc vers un renforcement de la division entre les filières et une vision utilitariste de celles-ci », estime Michèle Janss, membre de l'Aped (Appel pour une école démocratique). « Avant quinze ans, ce n'est pas le temps du choix d'une orientation professionnelle, c'est le temps de mettre en place des bases solides... » Et d'avancer ces chiffres : parmi les 13.349 élèves orientés en troisième professionnelle en 2014, 48 % avaient quitté l'école sans aucun diplôme trois ans plus tard, 25 % étaient arrivés en sixième et 6 % en alternance.



Les syndicats reprochent notamment à Caroline Désir, ministre de l'Enseignement, une politique trop peu ambitieuse. © DOMINIQUE DUCHESNES.

Mauvais bulletin pour l'alternance

Ouvrir l'accès à l'alternance aux jeunes dès quinze ans : c'est ce que souhaite le nouveau gouvernement, qui y voit une solution contre le décrochage scolaire. Pour la plateforme de lutte contre l'échec scolaire, cette mesure consiste plutôt en une « relégation des élèves en difficulté, peu compatible avec la promesse de faire de l'alternance un parcours d'excellence ». « La vraie solution contre le décrochage scolaire, c'est un tronc commun polytechnique. Même les entreprises plaident en sa faveur, parce qu'elles se rendent compte de la difficulté de trouver des apprentis avec les compétences et connaissances de base suffisantes », souligne Joseph Thonon, le président de la CGSP enseignement. A Bruxelles, les chiffres de l'alternance confirment le pessimisme de la plateforme : en 2018, seuls 63 % des élèves en alternance sont allés au bout de leur année (sans forcément la réussir) et 30 % d'entre eux n'avaient pas trouvé d'employeur en raison d'une formation de base jugée insuffisante par les patrons d'entreprise. CL.V.R.